

Convention collective
IDCC : 2891. – INDUSTRIE DE ROQUEFORT
(15 juillet 2009)

AVENANT N° 10 DU 26 JUIN 2013
RELATIF AUX CONGÉS POUR ÉVÉNEMENTS FAMILIAUX

NOR : ASET1450283M
IDCC : 2891

Entre :

La FSIR,

D'une part, et

La CGT,

La CFDT,

La CFE-CGC,

La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Modification de l'article 6.4 : « Congés pour événements familiaux » de la façon suivante :

« Autorisation d'absence pour enfant malade

Les parents directs (représentant légal) de l'enfant malade seront autorisés à s'absenter, en congé sans solde, pendant une durée qui, au cours d'une période de 12 mois, ne pourra excéder 1 mois pour soigner leur enfant malade si ce dernier est âgé de moins de 15 ans. »

Suppression du 3^e paragraphe de l'article 7.0 « Protection de la maternité et dispositions spécifiques au personnel féminin »

Le paragraphe de cet article qui est supprimé est le suivant :

« La mère de famille sera autorisée à s'absenter, en congé sans solde, pendant une durée qui, au cours d'une période de 12 mois, ne pourra excéder 1 mois pour soigner son enfant malade si ce dernier est âgé de moins de 15 ans. La personne seule, chef de famille, aura droit de la même autorisation. »

Ce présent avenant fera l'objet d'un dépôt auprès de la direction du travail.

Fait à Roquefort-sur-Soulzon, le 26 juin 2013.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

« Article 6.4

Si l'événement (mariage ou obsèques) a lieu le jour du repos hebdomadaire, lorsque celui-ci est accordé par roulement, ce jour ne sera pas décompté du nombre de jours auxquels le salarié peut prétendre.

Congés hospitalisation ⁽¹⁾ ⁽²⁾

Il sera attribué des congés pour hospitalisation, sur présentation d'un bulletin hospitalier de situation mentionnant les dates d'entrée et de sortie de l'établissement hospitalier :

- d'un enfant de moins de 21 ans et vivant sous le même toit que le salarié. Ce droit à congé exceptionnel sera renouvelé en intégralité à chaque hospitalisation ;
- d'un conjoint, concubin et Pacs, hospitalisé. Ce droit à congé exceptionnel sera attribué dans la limite d'une hospitalisation par an (à l'exception de l'hospitalisation pour accouchement).

Ce droit à congé exceptionnel sera calculé de la façon suivante :

- 1 jour pendant une hospitalisation de 1 jour ;
- 2 jours maximum pendant une hospitalisation de 2 jours ;
- 3 jours maximum pendant une hospitalisation de 3 jours et plus.

Ce(s) jours de congé(s) exceptionnel(s) pour hospitalisation doit(vent) être pris de la façon suivante :

- durant l'hospitalisation, et avec la possibilité selon le nombre de jours octroyé selon la durée de l'hospitalisation, de poser une journée la veille, ou une journée le lendemain de l'hospitalisation.

Autorisation d'absence pour enfant malade

Les parents directs (représentant légal) de l'enfant malade seront autorisés à s'absenter, en congé sans solde, pendant une durée qui, au cours d'une période de 12 mois, ne pourra excéder 1 mois pour soigner son enfant malade si ce dernier est âgé de moins de 15 ans.

Congés naissance

Le congé de naissance attribué au père de famille est de 4 jours ouvrés.

Ces jours de congés seront donnés exclusivement à l'occasion des événements ci-dessus énumérés et en aucun cas ne pourront être reportés.

En outre, lorsque l'événement se produit pendant une période de congé, il ne saurait avoir pour effet de suspendre ce congé et d'en prolonger la durée. »

CHAPITRE VII

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Article 7.0

Protection de la maternité et dispositions spécifiques au personnel féminin

Les vestiaires, les douches, les lavabos, les cabinets d'aisances à l'usage féminin seront disposés indépendamment de ceux réservés aux hommes.

(1) Mise à jour à la CP du 29 juin 2011.

(2) Mise à jour à la CP du 26 juin 2013.

Dans le cas où les installations de douches sont utilisées par des hommes et par des femmes, des mesures seront prises, lorsqu'il ne sera pas créé d'installations de douches distinctes, pour qu'elles soient utilisées à des heures différentes par les hommes et par les femmes. En cas de changement d'emploi demandé par l'intéressée après avis conforme du médecin du travail, du fait d'un état de grossesse constaté ou de suites de couches, celle-ci continuera à bénéficier de son salaire antérieur.